



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

| | |
|--|---|
| Title - Sujet IPS - Set-Aside under PSAB | |
| Solicitation No. - N° de l'invitation T8086-172450/B | Amendment No. - N° modif. 019 |
| Client Reference No. - N° de référence du client T8086-172450 | Date 2019-05-14 |
| GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-626-34856 | |
| File No. - N° de dossier 626zm.T8086-172450 | CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME |
| Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-05-23 | |
| Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT | |
| F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/> | |
| Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Holden, Carole | Buyer Id - Id de l'acheteur 626zm |
| Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9217 () | FAX No. - N° de FAX () - |
| Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: | |

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

| | |
|--|--|
| Delivery Required - Livraison exigée | Delivery Offered - Livraison proposée |
| Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur | |
| Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur | |
| Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) | |
| Signature | Date |

MODIFICATION N° 019

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n° 106 :

Référence – Appendice C de l'annexe A : Ressources de niveau 2 – Critère technique obligatoire (CTO) 1 – Évaluation des ressources en vue des commandes subséquentes à des autorisations de tâches (AT)

Si on regarde tous les critères d'évaluation des ressources qui serviront à évaluer les ressources en vue des AT, lorsque des ressources de niveau 2 sont nécessaires, elles doivent démontrer qu'elles ont exercé des compétences pertinentes par rapport au rôle pendant « cinq ans au cours des sept dernières années ». Cela implique qu'une personne qui serait autrement correctement qualifiée aurait peu de latitude pour des activités non liées au rôle. Cette exigence représenterait même une contrainte pour un expert-conseil qui aurait pris un congé parental. Nous demandons que la période soit prolongée de manière à exiger « cinq ans au cours des neuf dernières années ».

Réponse n° 106 : Voir la modification n° 1 de la modification n° 017 de la demande de soumissions.

Question n° 107 :

Référence – Appendice C de l'annexe A : Ressources de niveau 3 – CTO1 – Évaluation des ressources en vue des commandes subséquentes à des AT

Si on regarde tous les critères d'évaluation des ressources qui serviront à évaluer les ressources en vue des AT, lorsque des ressources de niveau 3 sont nécessaires, elles doivent démontrer qu'elles ont exercé des compétences pertinentes par rapport au rôle pendant « dix ans au cours des douze dernières années ». Cela implique qu'une personne qui serait autrement correctement qualifiée aurait peu de latitude pour des activités non liées au rôle. Cette exigence représenterait même une contrainte pour un expert-conseil qui aurait pris un congé parental. Nous demandons que la période soit prolongée de manière à exiger « dix ans au cours des quinze dernières années ».

Réponse n° 107 :
Voir la modification n° 1 de la modification n° 017 de la demande de soumissions.

Question n° 108 :

Référence – Appendice C de l'annexe A : CTO2 – Évaluation des ressources en vue des commandes subséquentes à des AT

Dans les cas où des ressources de niveau 3 sont requises, le CTO2 exige qu'au moins cinq projets d'une durée de six mois servent à corroborer l'expérience. La période permise se situe « dans les cinq dernières années ». Il s'agit d'une période relativement brève pour le déroulement d'au moins cinq projets de six mois chacun (trois ans au cours des cinq dernières années). Cela signifie qu'une personne qui aurait travaillé à de courts projets de moins de six mois, mais représentant plus de deux ans au cours des cinq dernières années, ne se qualifierait pas bien qu'elle puisse être plus que qualifiée pour le rôle. Nous demandons que la période soit portée à « au cours des sept dernières années ». Cela donnera plus de latitude aux ressources qui travaillent à l'occasion à des projets plus courts sans nuire à leur admissibilité.

Réponse n° 108 :
Voir la modification n° 1 de la modification n° 017 de la demande de soumissions.

Question n° 109 : Laissé intentionnellement vide
Question n° 110 : Laissé intentionnellement vide
Question n° 111 : Laissé intentionnellement vide
Question n° 112 : Laissé intentionnellement vide

Question n° 113 :

Comme l'État continue de fournir des éclaircissements et de modifier le libellé (p. ex., modification n° 16) qui modifient considérablement les exigences, les soumissionnaires doivent revoir les contrats admissibles et modifier, voir réécrire complètement leur proposition déjà terminée, nous demandons respectueusement que la date de clôture soit reportée de deux semaines supplémentaires.

Réponse n° 113 :

La modification n° 016 de la demande de soumissions a été émise pour corriger la réponse n° 78. Ceci n'a pas changé l'exigence. La date de clôture des soumissions a été prorogée jusqu'au 23 mai 2019. Voir la modification n° 018 de la demande de soumissions.

Question n° 114 :

Est-ce que l'État pourrait envisager de modifier sa réponse à la question n° 96? Le contrat visé par la présente DP vise à offrir de la valeur ajoutée à Transports Canada (TC), en lui accordant un accès aux meilleures ressources disponibles dans le domaine de la technologie de l'information (TI). En exigeant qu'une expérience antérieure ait été acquise selon un calendrier précis, cela limite directement l'accès de TC aux meilleurs experts-conseils en TI.

Afin de permettre à TC d'avoir accès à un bassin efficient de candidats après l'attribution du contrat, l'État envisagerait-il de modifier maintenant toutes les références aux ressources de niveau 2 et de niveau 3 dans l'appendice C de l'annexe A, comme suit :

- a) Pour les catégories de ressources de niveau 2 : cinq (5) années d'expérience au cours des dix (10) dernières années.
- B) Pour les catégories de ressources de niveau 3 : dix (10) années d'expérience au cours des quinze (15) dernières années.

Réponse n° 114 :

Voir la modification n° 1 de la modification n° 017 de la demande de soumissions.

Question n° 115 :

Compte tenu du nombre de modifications à l'invitation à soumissionner, ainsi que du volume et de la complexité de la réponse à la DP, nous demandons respectueusement à l'État de bien vouloir reporter la date de clôture d'une semaine supplémentaire.

Réponse n° 115 :

La date de clôture des soumissions a été prorogée jusqu'au 23 mai 2019. Voir la modification n° 018 de la demande de soumissions.

Question n° 116 :

Nous souhaitons poser la question ci-après au **responsable technique de Transports Canada** :

CTC1 : Question et réponse n° 79.

Le Canada a précédemment confirmé très clairement dans la modification n° 11, question et réponse n° 51, que les périodes de trois (3) mois utilisées pour attribuer des points dans le cadre du critère CTC1 doivent être consécutives. Par conséquent, pour obtenir l'ensemble des points, **il faudra huit (8) périodes consécutives de trois (3) mois, soit vingt-quatre (24) mois.** Dans la modification n° 14,

la réponse à la question n° 79 contredit cette indication en permettant des périodes de trois (3) mois qui ne sont pas consécutives dans une période fixe de vingt-quatre (24) mois.

Puisque les soumissionnaires ont déjà investi beaucoup de temps et d'argent dans la préparation de leur réponse à la DP, un tel changement a d'importantes répercussions sur les contrats cités en référence pour démontrer la conformité aux exigences. Ce n'est pas la première fois qu'une modification à l'invitation à soumissionner vient contredire des éclaircissements antérieurs, ce qui a d'importantes incidences sur l'industrie.

Merci de confirmer que l'indication fournie dans la réponse à la question n° 51 de la modification n° 11 demeure valide et qu'afin d'obtenir l'ensemble des points disponibles, un soumissionnaire doit indiquer huit (8) périodes consécutives de trois (3) mois, donc vingt-quatre (24) mois consécutifs où les services des ressources demandées ont été offerts, dans le cadre de plusieurs contrats, au besoin.

Réponse n° 116 :

Chaque période de 3 mois doit être consécutive (un mois qui suit l'autre). La période globale de 24 mois n'a pas à être consécutive.

Question n° 117:

L'État peut-il confirmer qu'en ce qui a trait au CTC1, 3) g., la description des services fournis (2 à 3 phrases), y compris le prénom et le nom de chaque ressource, et les échéanciers des ressources pour démontrer qu'ils ont exécuté les tâches en question (modification n° 12), les soumissionnaires doivent uniquement présenter de 2 à 3 phrases pour l'expérience globale prévue par le CTC1, 1).

Par exemple : Le CTC1 3) g. comprendrait de 2 à 3 phrases pour décrire de façon globale le travail accompli par les quatre programmeurs/analystes désignés et de 2 à 3 phrases pour décrire de façon globale le travail accompli par les deux testeurs désignés (tel qu'il est prévu au CTC1). Les soumissionnaires ne sont pas tenus de fournir de 2 à 3 phrases pour chacune des 6 ressources désignées (quatre programmeurs/analystes désignés et deux testeurs désignés) ni aucun nom ni aucune description pour toute ressource fournie au contrat cité en référence qui ne correspond pas à la catégorie de l'EDT.

Si ce n'est pas le cas, l'État pourrait-il préciser ce que doit comprendre la réponse à cette section pour se voir accorder le nombre maximal de points?

Réponse n° 117 :

La modification n° 2 de la modification n° 012 de la demande de soumissions indique « *CTC1, 3.g) La description des services fournis (2 à 3 phrases), y compris le prénom et le nom de chaque ressource, et les échéanciers des ressources pour démontrer qu'ils ont exécuté les tâches en question.* »

Pour chaque contrat identifié, la description du CTC1 3.g) doit démontrer que 50 % des ressources identifiées en réponse du CTC1, 1. ont fourni des services identiques ou similaires aux tâches énumérées dans l'alinéa 2. c) du CTC1, et que les autres ressources identifiées ont fourni des services qui sont identiques ou similaires à au moins quatre (4) des tâches identifiées pour cette ressource et cette catégorie précises dans l'annexe A de la DP. C'est la responsabilité du soumissionnaire de décider de la longueur de ses descriptions. Si le soumissionnaire décide de fournir une description de deux ou trois phrases ou s'il décide d'en fournir une plus longue, les deux sont acceptables.

Question n° 118 :

En ce qui concerne les nombreux amendements (17) de cette demande de propositions, clarifiant les questions / réponses (103) et les révisions d'exigences; Afin que les soumissionnaires puissent espérer fournir une réponse conforme, nous demandons une prolongation de la date d'échéance d'au moins une semaine. Les soumissionnaires auront besoin d'une matrice de traçabilité pour s'assurer qu'ils utilisent la

version correcte des exigences et d'une évaluation approfondie de toutes les Q & R clarifiées dans le contexte des exigences révisées. Ils devront peut-être ensuite ajuster les travaux déjà préparés. Si les soumissionnaires pouvaient recevoir une demande de propositions mise à jour, cela pourrait aider. La confusion entourant les exigences de la présente DP est considérable et expose les soumissionnaires à un risque élevé.

Réponse n° 118 :

Le Canada a prolongé la date de clôture de l'invitation à soumissionner jusqu'au 23 mai 2019. Voir la modification n° 018 de la demande de soumissions. En raison des exigences opérationnelles, la date de clôture de l'invitation à soumissionner ne sera pas prolongée. Le Canada ne fournira pas une version mise à jour de la demande de soumissions. Cependant, les versions en Word de toutes les modifications de la demande de soumissions sont disponibles en faisant la demande à carole.holden@tpsgc-pwgsc.gc.ca. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer qu'ils tiennent compte des modifications apportées à la demande de soumissions, affichées sur le site Achats et ventes.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES